

APPEL À LA FORCE PUBLIQUE CONGOLAISE DU 11 NOVEMBRE 2015

**OFFICIERS GENERAUX !
OFFICIERS !
SOUS OFFICIERS !
MILITAIRES DE RANG !**

La République du Congo, notre cher et beau pays, vit un tournant décisif de son histoire. Le peuple congolais se trouve à la croisée des chemins. A dire vrai, jamais scrutin « référendaire » n'a suscité autant de passion que celui qui vient de se dérouler le 25 octobre 2015, avec un taux de participation de moins de 5%, et dont la légitimité est fortement contestée. Hasardeuses et chaotiques ont été les conditions sécuritaires, matérielles et techniques de son organisation : un Etat de siège de fait, des personnalités politiques embastillées ou placées sous contrôle judiciaire, des manifestants pacifiques arrêtés. Qui plus est, il y a eu mort d'hommes. La responsabilité de cette situation désastreuse incombe en premier au Président de la République.

Or, malgré tout, le Peuple Congolais a clairement rejeté ce Projet de Constitution qui n'a pas fait l'objet d'un véritable débat citoyen, libre et contradictoire. Malheureusement, en promulguant une Loi Fondamentale sujet à caution, le Président de la République conforte une démarche de forfaiture qui déshonore au plus haut point notre pays dans le concert des Nations modernes. Une telle forfaiture est inacceptable et ne saurait perdurer. Nous avons là affaire à un coup d'Etat anticonstitutionnel, qui laisse libre cours à la dérive autocratique d'un pays qui n'a que trop souffert de l'instrumentalisation ethnique du jeu politique. D'où la condamnation unanime par la Communauté Internationale de cette mascarade de scrutin « référendaire ».

Dans un tel contexte d'insalubrité publique, Votre devoir républicain est de protéger la population sur l'ensemble du territoire national. Le sens de l'honneur vous fait obligation de n'accepter ni des mercenaires, ni des miliciens habillés aux couleurs des unités classiques de la Force Publique pour semer la terreur et la désolation. Ce qui s'est passé pendant la dernière campagne « référendaire » est une abomination qui ne doit plus se reproduire à l'avenir. Vous ne devez soutenir aucune action, ni n'exécuter aucun ordre attentatoire aux libertés publiques et individuelles, ou tendant à remettre en cause les acquis démocratiques dans notre pays. La désobéissance civile et citoyenne est un droit universel que chaque peuple peut mettre en culture pour exprimer activement son refus systématique de la tyrannie. Ne l'oubliez jamais !

Le Président de la République a, de facto, perdu la dignité de la haute charge que le Peuple souverain lui avait confié en 2009. Il devrait savoir en tirer la conséquence.

En vous exhortant au courage républicain, je reste à la disposition de la Classe Politique et la Société Civile, en vue de puiser dans le génie du Peuple Congolais, la sortie honorable de la crise de gouvernance que traverse notre Pays.

Professeur Charles Zacharie BOWAO
Ancien Ministre de la Défense

